



FORUM DE NIMES

Session « les grands défis liés à l'eau en Méditerranée : gérer la rareté, garantir la qualité, préserver la ressource »

JEUDI 13 OCTOBRE 2016 – 9H00

- **Remerciements pour l'invitation faite au Président du PFE de participer à ce Forum qui apportera des contributions certainement très utiles aux différents chantiers en cours aux plans français et international liés à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et à l'Accord de Paris sur le climat**
- **Courte présentation du PFE :** plateforme française d'échange et de réflexion qui fait la promotion au plan international d'une approche multi-acteurs des questions liées à l'eau, valorise de façon collective les savoir-faire français et contribue à mettre l'eau à l'ordre du jour de l'agenda politique mondial. Il regroupe 120 membres publics et privés issus de 6 collèges représentatifs du paysage de l'eau français (Etat et établissements publics ; ONG, associations et fondations ; collectivités territoriales et parlementaires ; acteurs économiques ; institutions de recherche et de formation ; personnes physiques françaises et étrangères)
- **Constats des impacts du changement climatique sur les ressources en eau en Méditerranée :**

5ème rapport du GIEC : La région méditerranéenne est un des hotspots du réchauffement climatique. Si ici le changement climatique est encore peu visible, nombreux sont les pays méditerranéens qui le subissent déjà depuis 15 ou 20 ans. Le rapport indique que les changements du cycle de l'eau causés par le dérèglement climatique augmentent le risque de **sécheresses**, particulièrement dans la région méditerranéenne et les régions intertropicales sèches.

Ces sécheresses impactent fortement les activités humaines ainsi que la biodiversité. Alors que les zones humides sont des secteurs de **biodiversité** dans les régions sèches comme certaines zones de la région méditerranéenne, de nombreuses espèces y vivant sont menacées face au risque d'assèchement de ces zones humides et de diminution du ruissellement.

Rapport de la Banque Mondiale « High and Dry, Climate Change, Water and the Economy » publié en 2016 : des régions telles que le Sahel et le Moyen Orient pourraient connaître une diminution de 6% de leur PIB d'ici 2050 causée par les impacts du stress hydrique sur l'agriculture, la santé et les revenus. Toujours selon la Banque Mondiale, les problèmes d'accès à l'eau pourraient entraîner la multiplication des tensions. L'augmentation du prix des denrées alimentaires causée par les sécheresses pourrait avoir pour effet de déclencher des **conflits** pour l'instant latents et entraîner d'importantes **migrations**.

- **Dans ce contexte, il est indispensable que les enjeux de l'eau soient pris en compte en Méditerranée à tous les niveaux, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Voici donc plusieurs recommandations que les membres du Partenariat Français pour l'Eau portent auprès des Nations unies et des différents décideurs au plan international :**

- **93 % des volets adaptation des engagements volontaires déposés par les Etats lors de la COP 21 portent sur l'eau. L'attention des Etats doit donc être portée sur le fait de réussir à décliner leurs engagements** dans leurs stratégies d'adaptation et d'atténuation nationales ; à noter que ces contributions volontaires vont devenir contraignantes avec l'entrée en vigueur très prochaine de l'Accord de Paris. L'eau devra apparaître comme une priorité dans une politique intégrée avec d'autres axes majeurs dont l'énergie, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation.

Un appui financier mais aussi technique devra être donné en ce sens aux Etats par la communauté internationale. **La société civile a un rôle important à jouer pour sensibiliser l'opinion publique** sur l'importance d'intégrer l'eau dans ces stratégies, et mobiliser les gouvernements à adopter des mesures en ce sens.

- **L'attention des bailleurs de fonds doit être attirée sur la question des financements**, notamment avec l'ouverture des fonds climat (Fonds Vert, Fonds d'Adaptation) aux projets d'adaptation dans le secteur de l'eau. Au sein de ces financements liés à l'adaptation, l'eau devra ainsi constituer une des fortes priorités. Ces financements devront soutenir des politiques intégrées de la gestion de la ressource en eau par bassin, comprenant non seulement des projets d'infrastructures mais aussi des mesures permettant d'améliorer la connaissance des ressources disponibles et d'améliorer la gouvernance de la gestion de l'eau en impliquant la société civile.

Ces financements devront ainsi être orientés vers le renforcement des capacités des autorités de gestion, et comprendre le suivi et l'évaluation des politiques de gestion de l'eau. A cette fin, des outils de financements adaptés aux pays, en particulier ceux les moins avancés, devront être trouvés. Au-delà des financements internationaux, des mécanismes de financements nationaux, de bassin, locaux, devront être mis en place ou renforcés ainsi que des mécanismes innovants : coopération décentralisée, taxe sur les transactions financières etc.

- Pour soutenir les bailleurs et porteurs de projets dans la définition de leurs actions d'adaptation, **le Partenariat Français pour l'Eau a publié avec l'Agence Française de**

Développement une typologie des solutions d'adaptation dans le domaine de l'eau qui présente des solutions techniques, institutionnelles et vertes. Le PFE publiera également pour la COP22 un document sur la **connaissance des ressources en eau**, qui rappelle que pour analyser au mieux les besoins en termes de réponse au changement climatique, il est nécessaire de renforcer la connaissance du climat et de ses conséquences sur la gestion de l'eau, notamment au niveau local. Il s'agit de disposer d'un maximum d'informations pour agir au mieux sur la base de données mesurées (stations hydro-météo, etc.) ou projetées (modélisations) et de systèmes d'information sur l'eau qui permettent une meilleure prise de décision.

- **Conclusion**

La COP 22 qui approche à grand pas sera la COP de l'action, des solutions et de l'adaptation. Je suis optimiste sur le fait que l'eau sera un des sujets forts des décisions qui y seront prises. Les fortes relations du PFE avec les hautes autorités marocaines me confortent dans mon optimisme.

Les régions les plus menacées, en particulier les régions méditerranéenne et africaine, devraient y être prise en compte de façon prioritaire.

Soyez sûr que j'y veillerai personnellement en liaison avec les nombreuses organisations étrangères engagées dans le domaine de l'eau et du climat.

Je vous remercie.